



Consumer and
Corporate Affairs Canada

Consommation
et Corporations Canada

CAI
RG
-2015



3 1761 11709546 3

AN INTRODUCTION TO THE LOBBYISTS REGISTRATION ACT

Canada

BACKGROUND

In 1988, after considering the unanimous recommendations of an all-party parliamentary committee, Parliament enacted the *Lobbyists Registration Act*.

Two principles serve as the foundation of the Act. The first is that lobbying is a legitimate activity that helps public officials become aware of the views and concerns of individuals and organizations. The second is that the decision-making process is best served if there is no mystery surrounding the identity of paid lobbyists and their clients.

The Act comes into force on September 30, 1989.

HOW TO REGISTER

The Registry is a two-tiered system with different reporting requirements for each tier. Tier I lobbyists are professional, third-party paid lobbyists who often represent more than one client at a time. Those who fall into this category must register within 10 days after commencing their lobbying activities.

Tier II lobbyists are employees whose jobs involve a significant amount of lobbying for their employer. They must register within two months of the Act

coming into force on September 30, 1989, or within two months of taking on their lobbying activities; thereafter, registration is required once a year.

Registration is straightforward and simple. It requires lobbyists in either category to fill out a form and send it to the Registrar of Lobbyists. Failure to comply with the law could result in a fine of up to \$100 000, up to two years in prison, or a combination of both.

Forms and more information are available from:

Registrar, Registry of Lobbyists
Consumer and Corporate Affairs Canada
Place du Portage, Phase II, 4th Floor
165 Hôtel-de-Ville
Hull, Quebec
Canada
K1A 0C9
Telephone: (819) 953-7144

ROLE OF FEDERAL PUBLIC OFFICE HOLDERS

The *Lobbyists Registration Act* does not require public office holders (i.e. federal employees, MPs, Senators, Ministers, or their staffs) to ask a lobbyist if he or she is registered, to refrain from contact with unregistered lobbyists, or to otherwise "police" the legislation. Public office holders who want to know if an individual is

registered as a lobbyist, on whose behalf the lobbyist is acting, or any other information contained in the Registry of Lobbyists may call the Lobbyists Registration Branch.

It is the responsibility of the lobbyist to determine if registration is necessary and to comply with the law.

USING THE LOBBYISTS REGISTRY

Information filed by lobbyists is entered into the official Registry of Lobbyists, which is maintained by the Registrar in the Lobbyists Registration Branch of Consumer and Corporate Affairs Canada. The information is maintained on a computer database, but copies of the registration forms submitted by lobbyists are also available.

Registry information on Tier I lobbyists

The Registry contains the following information on registered Tier I lobbyists:

- name, title, business address, and telephone number of the lobbyist;
- name of the firm for which the lobbyist works;
- name, address, and telephone number of the lobbyist's client;
- if the client is a corporation, information on the parent corporation and any subsidiaries (where applicable);

- identification of the subject-matter of lobbying. (The Tier I registration form lists general subject-matter categories.)

Registry information on Tier II lobbyists

The Registry contains the following information on registered Tier II lobbyists:

- name, title, and telephone number of the lobbyist;
- name, address, and telephone number of the lobbyist's employer.

Access to Registry information

The Registry is accessible as a public record. All the information filed by a lobbyist is available for inspection, free of charge, at the Lobbyists Registration Branch. In addition, for a nominal fee, any person can obtain copies of documents filed with the Registrar and use the computer facilities of the Lobbyists Registration Branch to conduct searches of the computer database.



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

INTRODUCTION À LA LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Canada

RAPPEL DES FAITS

En 1988, après avoir examiné les recommandations unanimes d'un comité de parlementaires de tous les partis, le Parlement a adopté la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Deux principes sont à la base de la Loi. Le premier principe est que le lobbying est une activité légitime qui aide les titulaires d'une charge publique à prendre connaissance des opinions et préoccupations des personnes physiques ou morales. Le second principe est que le processus décisionnel est servi au mieux lorsqu'aucun mystère n'entoure l'identité des lobbyistes rémunérés et leurs clients.

La Loi entre en vigueur le 30 septembre 1989.

COMMENT S'ENREGISTRER

Le système prévoit deux catégories, chacune assortie d'exigences de déclaration. Les lobbyistes de la première catégorie sont des professionnels rémunérés qui font du lobbying pour le compte d'autrui et représentent souvent plus d'un client. Ceux qui entrent dans cette catégorie doivent s'enregistrer dans les dix jours suivant le début de leurs activités de lobbying.

Les lobbyistes de la deuxième catégorie sont des personnes qui font beaucoup de lobbying pour leur employeur. Ils devront s'enregistrer dans les deux mois suivant

l'entrée en vigueur de la Loi (le 30 septembre 1989) ou dans les deux mois suivant la prise de leurs fonctions de lobbying; par la suite, l'enregistrement sera obligatoire une fois l'an.

L'enregistrement est fort simple. Il exige que les lobbyistes de l'une ou l'autre catégorie remplissent un formulaire et l'envoient au Directeur de l'enregistrement des lobbyistes. Le fait de ne pas se conformer à cette loi peut entraîner l'imposition d'une amende allant jusqu'à 100 000 \$, ou jusqu'à deux ans d'emprisonnement, ou une combinaison des deux.

Pour obtenir des formulaires ou davantage de renseignements, contactez le:

Directeur, Registre des lobbyistes
Consommation et Corporations Canada
Place du Portage II, 4^e étage
165, rue Hôtel-de-Ville
Hull (Québec)
Canada
K1A 0C9
Tél : (819) 953-7144

RÔLE DES TITULAIRES D'UNE CHARGE PUBLIQUE DU FÉDÉRAL

La *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* n'oblige pas les titulaires d'une charge publique (en l'occurrence les fonctionnaires fédéraux, les députés, les sénateurs, les ministres et leur personnel respectif) à vérifier si un lobbyiste est enregistré comme tel, à éviter de transiger avec ceux qui ne sont pas dûment enregistrés ou, en

d'autres mots, à veiller à l'application de la Loi. Les titulaires d'une charge publique qui veulent vérifier si une personne est dûment enregistrée comme lobbyiste ou, encore, savoir pour quel compte intervient le lobbyiste ou obtenir tout autre renseignement versé au Registre des lobbyistes, peuvent le faire en téléphonant à la Direction de l'enregistrement des lobbyistes.

Il incombe au lobbyiste de vérifier s'il est assujetti à la Loi et, le cas échéant, de s'y conformer.

UTILISATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES

Les renseignements fournis par les lobbyistes sont consignés dans le Registre officiel des lobbyistes, que tient le directeur de la Direction de l'enregistrement des lobbyistes au sein de Consommation et Corporations Canada. Ces renseignements sont versés dans une base de données informatisées. Il est possible d'obtenir copie des formulaires d'enregistrement déposés par les lobbyistes.

Les lobbyistes de la première catégorie

Le Registre contient les renseignements suivants sur les lobbyistes de la première catégorie :

- le nom, le titre, l'adresse d'affaires et le numéro de téléphone du lobbyiste;
- le nom de l'entreprise pour laquelle le lobbyiste travaille;

- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du client du lobbyiste;
- si le client est une personne morale, le nom de la personne avec laquelle le lobbyiste fait affaires ainsi que des renseignements sur la société-mère et toute filiale (lorsqu'il y a lieu);
- l'objet de l'intervention de lobbying. (Le formulaire d'enregistrement à l'intention des lobbyistes de la première catégorie comprend une liste des catégories générales des objets d'intervention. Le lobbyiste doit indiquer les catégories qui s'appliquent à ses interventions.)

Les lobbyistes de la deuxième catégorie

Le Registre contient les renseignements suivants sur les lobbyistes de la deuxième catégorie :

- les nom, titre et numéro de téléphone du lobbyiste;
- les nom, adresse et numéro de téléphone de l'employeur du lobbyiste.

Accès au Registre

Le Registre des lobbyistes est public. Tout renseignement fourni par un lobbyiste peut être consulté, sans frais, auprès de la Direction de l'enregistrement des lobbyistes. De plus, moyennant de légers frais, toute personne peut obtenir copie des documents fournis au Directeur et utiliser les installations informatiques de la Direction de l'enregistrement des lobbyistes pour effectuer des recherches dans la base de données informatisées.